

NATIONS UNIES

Assemblée générale

QUARANTE-NEUVIEME SESSION

Documents officiels

TROISIEME COMMISSION

51e séance

tenue le

vendredi 2 décembre 1994

à 10 heures

New York

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 51e SEANCE

Président : M. CISSE (Sénégal)

SOMMAIRE

POINT 97 DE L'ORDRE DU JOUR : PROMOTION DE LA FEMME (suite)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-0794, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Distr. GENERALE

A/C.3/49/SR.51

21 avril 1995

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

94-82618 (F)

/...

La séance est ouverte à 10 h 20.

POINT 97 DE L'ORDRE DU JOUR : PROMOTION DE LA FEMME (suite) (A/49/38 (Suppl. No 38), A/49/176, A/49/204-E/1994/90, A/49/205-E/1994/91, A/49/217-E/1994/103, A/49/287-S/1994/894 et Corr.1, A/49/308, A/49/314 et Corr.1, A/49/327 et Corr.1, A/49/349, A/49/354, A/49/365-E/1994/119, A/49/378, A/49/381, A/49/462 et Corr.1, A/49/506, A/49/532, A/49/537 et Corr.1; A/C.3/49/13)

1. M. HOUANSOU (Bénin) dit que son pays fait des efforts en faveur de la promotion de la femme, qu'il a ratifié la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et qu'il est partie aux différents instruments internationaux en matière de droits de l'homme. Au Bénin, les femmes sont présentes dans la vie administrative, dans l'enseignement et dans le secteur de la santé et bénéficient d'un salaire égal à celui des hommes. Certaines ont en charge des portefeuilles ministériels ou siègent à l'Assemblée nationale. Il faut cependant faire davantage d'efforts. A cet égard, il se félicite de l'importance croissante accordée à la cause des femmes dans les travaux et conférences de l'Organisation des Nations Unies.

2. Les femmes sont au centre du développement et de la paix. Elles ont des connaissances précieuses en matière de gestion et de conservation des ressources naturelles. Il est donc regrettable de constater l'absence de conditions leur permettant de contribuer plus amplement et plus efficacement à la promotion du développement durable. Les obstacles à l'intégration sociale des femmes, en particulier dans les pays en développement, ont pour nom pauvreté, discrimination et inégalité d'accès à l'éducation, aux moyens de production et à l'emploi. C'est pourquoi la pauvreté et l'éducation devront occuper le centre des débats à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes. Mais les discussions devront être suivies d'action pour permettre aux femmes de sortir de leur isolement. Cette conférence doit donc s'orienter vers la définition de mesures pratiques d'application de la Plate-forme d'action et doit garantir leur financement. Les gouvernements devront davantage investir pour la promotion de la femme en créant les conditions juridiques favorables à la pleine participation des femmes au processus de développement. Les médias ont également un rôle essentiel à jouer dans la diffusion des informations favorisant les femmes.

3. Une bonne partie des budgets des pays en développement est affectée au règlement de la dette, réduisant d'autant les budgets sociaux et, par conséquent, les actions de promotion de la femme. Les institutions de Bretton Woods devraient humaniser davantage leur approche en accordant une attention croissante à la dimension sociale du développement et en procédant à une redéfinition de la croissance économique. C'est pourquoi toute action en faveur de la promotion de la femme devrait inclure l'annulation de la dette, sa réduction ou son rééchelonnement, au moins dans les pays d'Afrique et les pays les moins avancés. Les derniers accords de l'Uruguay Round doivent également être modifiés pour les rendre favorables aux femmes de ces pays, tandis que les pays développés devraient réaliser l'objectif fixé pour l'aide publique au développement.

/...

4. Puisque l'Organisation des Nations Unies doit jouer un rôle de premier plan dans la promotion de la femme, le Département de l'information, qui fait déjà d'appréciables efforts, est appelé à les intensifier. Il devra diffuser dans les langues officielles des informations présentant la femme sous un nouveau jour.

5. Le Bénin appuie la proposition de modification de l'article 20 de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes afin d'accorder au Comité pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes suffisamment de temps pour mener à bien ses sessions. Enfin, M. Houansou se félicite de la coopération qui existe entre les différentes institutions spécialisées des Nations Unies et le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM).

6. M. OULD MOHAMED LEMINE (Mauritanie) se félicite des travaux et réalisations de la Commission de la condition de la femme, qui a apporté une importante contribution à l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et à l'amélioration de leur statut juridique, économique, social et politique. En raison des traditions et aussi de la nature des institutions, les femmes sont en butte à l'exploitation, la marginalisation sociale et l'oppression économique. L'égalité des droits et des chances est de nature à leur permettre de réaliser leur potentiel et de contribuer pleinement à tous les aspects du développement. Des ressources humaines précieuses cesseraient alors d'être gaspillées.

7. La quatrième Conférence mondiale sur les femmes devra définitivement lever tous les obstacles qui jusqu'à présent ont freiné la promotion de la femme, et déterminer le cadre et les moyens de hâter cette promotion. En tant qu'agents du développement, les femmes doivent participer pleinement à l'élaboration et à la mise en oeuvre des plans de développement à tous les échelons. En tant que bénéficiaires du développement, elles doivent accéder aux services sociaux, au crédit, aux terres et aux autres ressources productives. A cet égard, l'éducation est à la base de la promotion de la condition féminine et du bien-être de toute la société.

8. Dans les pays en développement qui font face à la dégradation de l'environnement économique international et au fardeau de la dette, les problèmes des femmes sont exacerbés du fait de la diminution des ressources allouées aux programmes sociaux, du renchérissement des produits de première nécessité et de la limitation de l'accès à l'éducation, à la santé et à l'emploi. Dans certains pays affectés par la sécheresse, la désertification, les conflits armés et autres situations d'urgence, les femmes rurales émigrent en zone urbaine où les conditions de vie ne sont pas moins lamentables. Elles s'y trouvent souvent condamnées à la dure condition d'unique soutien de famille, situation lourde de conséquences pour les générations futures.

9. La quatrième Conférence mondiale sur les femmes devra se pencher sur toutes ces questions et jeter les bases d'un monde de dignité, de liberté, de justice et de prospérité pour tous. L'égalité juridique doit être accompagnée de mesures concrètes afin d'être traduite dans les faits. Le développement est une condition majeure pour répondre aux besoins des femmes. Il est aussi le meilleur garant de la paix. Des ressources humaines et financières considérables continuent d'être détournées vers la guerre et les conflits, alors

/...

qu'elles peuvent être consacrées au bien-être de toute la société, dont les femmes et les autres groupes vulnérables. La quatrième Conférence mondiale sur les femmes sera jugée par sa capacité à relever tous ces défis.

10. Mme TRAORE (Mali) partage l'opinion que le développement et la croissance économique sont indissociablement liés à la promotion de la femme. Le Sommet mondial pour le développement social devrait permettre de prendre les mesures nécessaires en vue d'améliorer la situation particulièrement difficile des femmes dans les pays les moins avancés, notamment dans les zones rurales où les femmes connaissent une grande misère en raison de leur accès limité aux facteurs de production et à la prise de décisions. Ces actions devront s'inscrire dans la ligne de décision de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, qui a demandé instamment que les femmes jouissent pleinement, et dans des conditions d'égalité, de tous les droits fondamentaux, et que cela soit une priorité pour les gouvernements et pour l'Organisation des Nations Unies.

11. En dépit des difficultés économiques que traverse le pays, le Gouvernement malien s'est fixé comme objectif de lever les obstacles qui freinent la promotion des femmes et leur pleine participation au processus de développement. Il a ratifié la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et a mis en place en 1993 plusieurs structures officielles chargées d'élaborer des stratégies de promotion de la femme et d'assurer la coordination des activités de tous ceux qui interviennent dans la mise en oeuvre de ces stratégies.

12. La participation des femmes au processus de développement ne peut cependant être entièrement efficace que si elles reçoivent un minimum d'éducation. L'éducation est un sujet qui préoccupe beaucoup le Gouvernement malien, et il a en fait réussi à réduire le taux d'analphabétisme. Faute de moyens adéquats, le taux général de scolarisation reste faible, en particulier parmi les filles. Cette sous-scolarisation des filles s'explique par des raisons socioculturelles, économiques et institutionnelles. Avec le concours d'institutions étrangères, de nombreux projets sont mis en oeuvre pour faire face à ce problème, dont un plan national quinquennal visant à assurer, d'une part, la scolarisation massive des filles et, d'autre part, la formation technique et professionnelle des filles et des femmes en vue de valoriser leur participation au développement.

13. Dans le domaine de la santé, le Gouvernement malien a adopté des programmes de protection maternelle et infantile, y compris la planification familiale, des programmes de lutte contre les maladies et des programmes d'assainissement.

14. Dans tous les secteurs de l'économie urbaine et rurale, la femme malienne se montre très active, en tant que salariée, dans le secteur informel, ou en tant que chef d'entreprise. Elle a également joué un rôle important dans la lutte du peuple malien pour la liberté et la justice. L'instauration de la démocratie en 1991 a favorisé l'émergence de nombreuses associations féminines qui oeuvrent pour l'amélioration des conditions de vie des femmes en milieu rural et dans les villes. La délégation malienne formule l'espoir que la quatrième Conférence mondiale sur les femmes sera l'occasion de réaffirmer le rôle central de la femme dans la société et le développement et de traduire en programmes concrets les politiques et actions en faveur des femmes.

/...

15. M. PACE (Malte) dit que si la promotion de la femme est partie intégrante du développement social, il serait erroné d'envisager la réalisation du potentiel des femmes sous ce seul angle. La participation des femmes à l'édification d'une société décente est importante en soi. Mais la réalisation de leur potentiel repose sur l'adhésion de la société dans son ensemble. A Malte, des mécanismes ont été créés au cours des dernières années en vue de consolider l'égalité effective des sexes. Ces actions ont essentiellement porté sur la mise en oeuvre de réformes juridiques et l'instauration d'une culture favorable à la promotion de la femme, notamment dans les domaines de l'éducation et de l'emploi. Sur le plan juridique, l'égalité des droits entre hommes et femmes est à certains égards plus grande que dans les pays de l'Union européenne.

16. Malte a ratifié les conventions de l'Organisation des Nations Unies, de l'Organisation internationale du Travail et du Conseil de l'Europe relatives aux droits de la femme. La Constitution maltaise a institué des réparations contre toutes les discriminations entre sexes. Dans le régime matrimonial, les conjoints, qu'ils soient Maltais ou étrangers, ont les mêmes droits et devoirs. L'enseignement est obligatoire pour garçons et filles de 5 à 16 ans et les étudiants sont boursiers. Les travailleurs des deux sexes perçoivent des salaires égaux. La loi prévoit l'octroi de congés de grossesse et de maternité. Les services gratuits de soins aux enfants facilitent la participation des femmes à l'activité économique sans compromettre leur rôle de mère.

17. Certains problèmes continuant de se poser, on a organisé des campagnes de sensibilisation des femmes à leurs droits en cas de violence ou de harcèlement, ou en matière de conditions de travail, de participation et de prise de décisions dans la vie publique et d'égalité entre les sexes. Une section de la police, dirigée par une femme inspecteur, ainsi qu'une équipe spéciale ont été créées pour enquêter sur les cas de violence contre les femmes. Dans ce domaine, des programmes d'intégration de l'action du gouvernement et de l'action volontaire sont également mis en oeuvre.

18. Si l'on a accordé au cours des dernières conférences une place de choix au rôle des femmes dans le développement social, les statistiques attestent des obstacles qu'il faut encore surmonter : les familles monoparentales dirigées par une femme sont souvent pauvres et n'ont pas accès aux ressources économiques et à la protection juridique nécessaires. Dans de nombreux pays, les femmes sont moins payées que les hommes à travail égal, à supposer qu'elles soient rémunérées, et leurs tâches domestiques sont sous-évaluées. Dans le monde, les deux tiers des analphabètes sont des femmes. De même, très peu de femmes sont à la tête de gouvernements, siègent aux parlements, dirigent des institutions spécialisées des Nations Unies ou sont ambassadrices auprès de l'Organisation des Nations Unies.

19. Les hommes prédominent toujours dans un très grand nombre de domaines de la vie économique et sociale. Les législations peuvent fort bien stipuler l'égalité des droits, mais les femmes ne réaliseront véritablement leur potentiel que lorsqu'elles jouiront toutes du droit de vote et que les millions d'entre elles qui ont des enfants à charge et vivent dans des conditions misérables pourront avoir accès au nécessaire qui seul ouvre la voie à une vie de dignité.

/...

20. M. SOTIROV (Bulgarie) dit que pour pouvoir prendre des mesures pratiques concernant l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et la disparition des stéréotypes fondés sur le sexe, il faut intégrer les questions de l'égalité entre les sexes et des droits fondamentaux des femmes aux activités principales des Nations Unies à l'échelle du système. A cet égard, il convient de développer et de renforcer le rôle des préposés aux questions des droits fondamentaux de la femme au Centre pour les droits de l'homme et à la Division de la promotion de la femme. Tout en se félicitant du nombre grandissant des Etats parties à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, M. Sotirov constate que la charge de travail du Comité est devenue trop lourde. En conséquence, il soutient la demande tendant à ce que l'Assemblée générale revoie cette question. Il se réjouit également que la Commission de la condition de la femme ait décidé d'examiner la question d'un protocole facultatif à la Convention, prévoyant un droit de pétition, et salue l'adoption de la Déclaration sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes et la création d'un poste de rapporteur spécial sur la violence contre les femmes; ce sont là des jalons dans la protection des droits fondamentaux de la femme.

21. En ce qui concerne la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, la délégation bulgare estime qu'il faut développer encore le projet de Plate-forme d'action afin de tenir compte des débats à la Commission de la condition de la femme et des résultats des réunions régionales préparatoires. La conférence régionale européenne, par exemple, a attaché une attention particulière à la condition de la femme dans le contexte d'évolution macro-économique et d'ajustement structurel des pays en transition. Il faut mettre l'accent sur les droits fondamentaux des femmes, conformément à la Déclaration et au Programme d'action de Vienne. Il faut également s'attacher à l'égale participation des femmes à la prise de décisions, car elles ne sont pas et ne doivent pas être les bénéficiaires passives des programmes qui leur sont destinés. La Plate-forme d'action devra contenir des recommandations qui répondent aux changements dynamiques des structures économiques et sociales, notamment en Europe centrale et orientale. Enfin, il faudra tenir compte des résultats de la Conférence internationale sur la population et le développement et du Sommet mondial pour le développement social.

22. M. WANG Xuexian (Chine) dit que malgré les efforts déployés pour lever les obstacles à la promotion de la femme, l'application des Stratégies prospectives d'action de Nairobi laisse à désirer en raison de troubles dans certaines régions, de la dégradation économique des pays en développement et de l'écart croissant entre Nord et Sud. Parce qu'elle fait le bilan de l'application des Stratégies et permet l'élaboration d'une Plate-forme d'action visant à accélérer leur mise en oeuvre, la quatrième Conférence mondiale sur les femmes aura une portée considérable. Son succès tiendra à la minutie de sa préparation. La Chine a participé à la Conférence régionale préparatoire pour l'Asie et le Pacifique, qui s'est tenue à Jakarta. La Déclaration adoptée lors de cette réunion, comme les autres plans d'action régionaux, constituera un apport précieux pour la Plate-forme d'action de la Conférence mondiale. Les objectifs d'égalité, de développement et de paix établis par les Stratégies de Nairobi restent valables et devront être intégrés à la Plate-forme d'action, tout comme les revendications des femmes des pays en développement, qui constituent l'énorme majorité des femmes du monde entier.

/...

23. Le Gouvernement chinois a toujours encouragé la pleine participation des femmes à la prise de décisions politiques et au développement économique et social. La législation visant à protéger leurs droits et leurs intérêts et la coordination des questions relatives aux femmes ont été progressivement améliorées. L'accès des femmes à l'emploi, mais aussi leur participation à la prise de décisions et à la gestion sont en progrès. Par ailleurs, on note une amélioration considérable des conditions de vie, de la santé et de l'éducation. La Chine compte le plus grand nombre de femmes au monde, et leur promotion contribuera à la promotion de la femme partout ailleurs.

24. En tant qu'hôte de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, la Chine attache une grande importance à ses préparatifs. Sous la direction du comité d'organisation, les travaux ont bien avancé et le public a été largement informé des objectifs et du sens de la Conférence. Les Stratégies de Nairobi ont été diffusées dans le grand public et le quotidien chinois le plus important a publié dans son intégralité le texte d'un rapport national sur leur application en Chine. La Conférence a suscité beaucoup d'intérêt et une grande volonté de participation à tous les niveaux. La collaboration avec les Nations Unies a été excellente et des discussions fructueuses ont permis d'aborder tous les aspects de la Conférence. Le peuple chinois souhaite que la Conférence permette aux femmes du monde entier d'être vraiment "la moitié du ciel".

25. Mme FRASER (Etats-Unis d'Amérique) dit que le Ministère du travail et le Département d'Etat américains ont récemment organisé 10 réunions régionales préparatoires pour la Conférence de Beijing, auxquelles ont assisté plus de 5 500 femmes de tous âges, races, niveaux de revenu, groupes ethniques, religions et convictions politiques. L'objectif de ces réunions était d'informer les citoyens intéressés des préparatifs de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et de rassembler des informations sur la condition de la femme aux Etats-Unis et sur les préoccupations des militantes et des organisations non gouvernementales. Un nombre indéterminé de réunions relatives à la Conférence de Beijing ont été également organisées de façon indépendante dans tout le pays, ce qui prouve l'intérêt croissant que les femmes des Etats-Unis attachent à cette conférence.

26. Bien que les priorités varient selon les régions, les préoccupations des femmes restent les mêmes : féminisation de la pauvreté, statut économique des femmes, statut juridique et droits fondamentaux des femmes, participation à la prise de décisions et au pouvoir économique et politique, responsabilités familiales. Les femmes se sont également montrées préoccupées par l'éducation et la formation, particulièrement par l'éducation des filles, par les femmes et l'environnement et par la santé et les droits génésiques. Elles ont également montré un grand intérêt pour la collecte de statistiques ventilées par sexe et pour leur utilisation dans l'élaboration des politiques et des programmes.

27. Toutes les régions ont exprimé leurs préoccupations concernant les femmes vulnérables, défavorisées et les autres groupes de femmes, tels que les femmes chefs de famille, les femmes handicapées ou âgées, les réfugiées et les migrantes ainsi que les jeunes femmes. Il y a eu unanimité sur la question de la violence à l'égard des femmes, qui se sont montrées déterminées à ne plus être considérées comme des victimes, mais comme des êtres humains actifs,

/...

décidés et prêts à prendre des mesures pour leur propre bien-être et celui du monde.

28. En analysant les documents en provenance de diverses régions, la délégation américaine a relevé des références constantes au manque d'appréciation pour le travail (sous-rémunéré) des femmes, au manque de démocratie et à l'ignorance des femmes quant à leurs droits. L'accent a également été mis sur la recherche théorique concernant les relations entre hommes et femmes, sur le recours aux organisations de femmes pour l'organisation d'activités de communication et d'information relatives à l'éducation, et sur les conséquences, pour les femmes, des restrictions budgétaires dans le domaine social. Les réunions qui se sont tenues aux Etats-Unis ont traité plus ou moins des mêmes questions et ont proposé des stratégies d'action similaires. Il faut faire en sorte que le projet de Plate-forme d'action de la Conférence de Beijing soit orienté vers l'action. On peut également envisager de lui joindre une déclaration qui mettrait en évidence les points principaux de la question et inviterait les gouvernements, les organisations non gouvernementales, le secteur privé et les particuliers à se préoccuper de ces problèmes et à appliquer la Plate-forme. A cet égard, Mme Fraser fait valoir que les individus devraient être incités à mettre en pratique les principes des droits de l'homme dans leur vie quotidienne, en tant que citoyens et au sein de leur propre famille, afin de compléter les mesures prises par les gouvernements et les organisations non gouvernementales. Dans toutes les communautés, des femmes défendent leurs droits et ceux des autres ou proposent des mesures pratiques pour améliorer la condition de la femme. Il est grand temps qu'elles soient traitées en exemple de ce que les femmes elles-mêmes peuvent faire dans ce domaine. Prendre en main son propre avenir est l'essence même de la citoyenneté. Seule une approche pragmatique permettra de faire du XXI^e siècle un siècle d'égalité entre les hommes et les femmes.

29. M. DUONG CHI DUNG (Viet Nam) dit qu'il reste encore beaucoup à faire pour atteindre les objectifs des Stratégies prospectives d'action de Nairobi. La communauté internationale doit poursuivre ses efforts et prendre des mesures efficaces afin de lever les obstacles à la promotion de la femme dans les domaines politique, économique, culturel et social, afin de permettre aux femmes de participer au même titre que les hommes au développement. Les femmes, en tant qu'agents et bénéficiaires du développement, doivent participer pleinement à la formulation des politiques, à la planification, à la prise des décisions et à leur exécution à tous les niveaux. Les mesures de promotion de la femme doivent être associées aux efforts visant à maintenir la paix et à favoriser le développement économique et le progrès social.

30. Au Viet Nam, les femmes jouent un rôle croissant dans le processus de réforme et de rénovation du pays et sont un levier essentiel du développement économique et social. Le Gouvernement attache une grande importance à la promotion des Vietnamiennes et adhère au principe d'égalité entre les sexes dans la vie politique, économique, sociale et culturelle. Dans ce sens, il favorise une participation plus active des femmes à la gestion des affaires de l'Etat, au développement économique, scientifique et technologique et au progrès social. Le Viet Nam a adopté une stratégie nationale pour la promotion des femmes d'ici à l'an 2000 et s'efforce d'établir des conditions favorables qui permettent d'instaurer l'égalité entre les sexes et d'améliorer la qualité de vie des

/...

femmes. La stratégie nationale a pour principaux objectifs de fournir une formation et des emplois aux femmes, d'améliorer les conditions de santé des femmes et des enfants, de veiller au bien-être des familles, de lutter contre les fléaux sociaux que sont la toxicomanie et la prostitution, d'améliorer les conditions de logement et le milieu de vie, et de renforcer les organisations nationales de promotion de la femme.

31. Le Gouvernement vietnamien est particulièrement redevable à l'assistance internationale fournie au Viet Nam, notamment par l'intermédiaire de l'Organisation des Nations Unies. Les activités du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme, axées sur le rôle économique des femmes dans le processus de rénovation économique, ont été particulièrement utiles. En conséquence, la délégation vietnamienne encourage l'Organisation à renforcer la capacité du Fonds à mener à bien sa tâche.

32. Le Viet Nam se félicite de la tenue de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, qui devra faire le point des progrès réalisés et identifier les obstacles rencontrés, donnant ainsi un nouvel élan à la future action mondiale pour la promotion de la femme. Le succès de la Conférence dépendra largement de la qualité des préparatifs, ce qui suppose une action coordonnée à tous les niveaux. A cet égard, le Viet Nam salue les efforts déployés par la Division de la promotion de la femme et souligne que les préparatifs à l'échelon régional et national sont essentiels. Les conférences régionales préparatoires encourageront la collaboration régionale et internationale visant à renforcer la participation des femmes au développement.

33. La Plate-forme d'action qui sera adoptée à la Conférence devra être concise et pragmatique, définir des objectifs clairs et se fonder sur les résultats d'autres conférences mondiales récentes. Elle devra refléter les préoccupations communes tout en tenant compte de la diversité des situations selon les pays et régions et au sein d'un même pays ou d'une même région. La Conférence devra s'attacher à déterminer les moyens de lever les obstacles à la promotion de la femme et établir des objectifs quantitatifs afin d'accélérer l'application des Stratégies prospectives d'action de Nairobi. Elle devra donner lieu à des arrangements et des engagements financiers afin d'assurer l'obtention de ressources suffisantes pour donner suite à la Plate-forme d'action.

34. Le Gouvernement vietnamien n'a épargné aucun effort pour préparer la Conférence à l'échelon national et local. Il a notamment chargé un Comité national pour la promotion de la femme de coordonner toutes les activités relatives à l'application des Stratégies prospectives d'action et à la tenue de la Conférence.

35. Mme RADUCHOWSKA-BROCHWICZ (Pologne) déclare que son pays soutient la priorité donnée à la promotion et à la condition de la femme dans tous les domaines et estime que la quatrième Conférence mondiale sur les femmes sera l'occasion d'évaluer les progrès réalisés dans la mise en oeuvre des Stratégies prospectives d'action de Nairobi. Les problèmes des femmes sont étroitement liés à toutes les questions sociales, économiques et politiques et doivent faire partie intégrante de toutes les stratégies et activités. Les pays ont toujours grandement besoin d'informations, de formation, de services consultatifs et d'autres formes de soutien pour faciliter l'échange de données d'expérience et

/...

d'idées et permettre ainsi une coopération étroite entre les gouvernements, les organismes internationaux et les organisations non gouvernementales.

36. Le passage à un système démocratique et à l'économie de marché a eu des conséquences majeures pour les femmes en Pologne. Les effets négatifs de cette transition comprennent un chômage massif chez les femmes et une réduction des dépenses sociales, ce qui a affecté les revenus et les niveaux de vie. Cela dit, la place des femmes dans le monde des affaires a augmenté de façon spectaculaire, mais pour maintenir cette tendance positive, il est nécessaire d'obtenir le soutien du Gouvernement et de la société et il faut mettre au point une approche appropriée qui se reflétera dans la législation et dans la pratique. Il faut également reconnaître la contribution apportée par les femmes travaillant dans le secteur non structuré et à domicile, et la prendre en considération dans la formulation des politiques économiques et sociales.

37. Comme dans la plupart des pays, il existe toujours en Pologne un écart entre l'application de jure et de facto des Stratégies prospectives d'action de Nairobi. En outre, la transformation du système politique a exigé la révision de la législation et l'introduction de nouvelles dispositions. Les femmes sont toujours sous-représentées dans les postes ministériels et dans les organes directeurs aux niveaux provincial et municipal, et elles demeurent une minorité dans les postes d'encadrement supérieur de l'administration publique, dans les secteurs de la production et de la banque, dans les syndicats et dans les organisations patronales. Il y a moins de femmes élues en politique que pendant la période communiste, mais les femmes actuellement élues sont mieux armées pour faire concurrence aux hommes et collaborer avec eux à compétence égale, et elles sont conscientes qu'elles doivent s'unir pour défendre leurs droits et intérêts fondamentaux. La création d'un groupe parlementaire féminin et le développement de diverses organisations féminines sont des exemples de cette prise de conscience. Dans quasiment tous les domaines du développement, le rôle des femmes est central.

38. La délégation polonaise se félicite du rapport du Comité sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (A/49/38) et constate avec satisfaction que le nombre d'Etats parties à la Convention a augmenté. La Pologne invite les Etats qui ne l'ont pas encore fait à envisager de ratifier la Convention ou d'y adhérer et, partageant la préoccupation exprimée au sujet de l'arriéré des rapports, elle souscrit aux recommandations formulées par le Conseil économique et social selon lesquelles trois semaines devraient être allouées aux sessions du Comité jusqu'à ce que l'arriéré soit éliminé.

39. En dernier lieu, la représentante de la Pologne souligne l'importance que son pays attache à l'amélioration de la situation des femmes au Secrétariat. A cet égard, il est essentiel que le Secrétaire général soit visiblement engagé et elle espère qu'il inclura des femmes dans les futures nominations à des postes de rang élevé.

40. Mme CAMARA (Côte d'Ivoire) déclare que les activités préparatoires de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes dans la région africaine se sont closes par la cinquième Conférence régionale africaine sur les femmes, tenue récemment à Dakar. La plate-forme régionale d'action adoptée par la Conférence repose sur des sources variées, notamment des rapports thématiques sur les

/...

questions prioritaires, les rapports nationaux et les contributions d'organisations non gouvernementales.

41. Quand on compare les diverses plate-formes régionales, il est clair que les préoccupations des femmes sont les mêmes au Nord qu'au Sud, la seule différence étant le niveau des priorités. Les 11 principaux domaines de préoccupation énumérés dans la plate-forme d'action africaine incluent la pauvreté, courante chez les femmes et souvent aggravée par les conflits armés, l'accès insuffisant des femmes à l'éducation, à la santé, au pouvoir économique et politique, des pratiques traditionnelles et religieuses néfastes, et la condition de la petite fille.

42. La plate-forme régionale d'action fait appel aux mécanismes existants pour sa mise en oeuvre. Cependant, devant l'ampleur de la tâche, des ressources humaines et financières supplémentaires seront nécessaires pour assurer un suivi approprié. Une contribution importante est attendue d'UNIFEM et de l'INSTRAW dans l'application des Stratégies prospectives d'action de Nairobi, ainsi que d'institutions et programmes spécialisés, comme le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS), dans leurs sphères de compétence respectives.

43. Pour accélérer la mise en oeuvre des Stratégies prospectives d'action de Nairobi, les Etats Membres et les partenaires du développement doivent s'engager à réunir les ressources nécessaires. L'accroissement de l'aide publique au développement et le rééchelonnement ou l'annulation de la dette publique sont des propositions qui méritent d'être examinées.

44. Il faut reconnaître que la promotion de la femme est étroitement liée au développement social. Les documents finals de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement et de la Conférence internationale sur la population et le développement ont mis en lumière l'importance du rôle joué par les femmes dans la préservation de l'environnement et la mise en oeuvre de politiques démographiques. Cependant, elles ne pourront réaliser tout leur potentiel que si elles sont en mesure de jouir de tous les droits de l'homme énoncés dans la Déclaration de Vienne. Les femmes africaines qui ont participé à la Conférence de Dakar ont affirmé leur détermination de lutter pour l'égalité, le développement et la paix. Elles ont rejeté la violence sous toutes ses formes et appelé à une plus grande participation des femmes au processus de paix sur le plan régional aussi bien qu'international. Elles ont réaffirmé leur droit au partage du pouvoir politique et économique avec les hommes, mais l'idée d'égalité doit être inculquée à la société tout entière afin d'atteindre ces objectifs.

45. La participation des femmes africaines au développement économique doit être reconnue et mieux structurée. Les femmes s'organisent en coopératives et associations pour retirer plus de bénéfices de leur travail souvent pénible. Dans l'ensemble, la Conférence de Dakar est de bon augure pour la solution des difficultés en Afrique, pourvu que les droits fondamentaux de l'homme et le rôle des femmes soient dûment reconnus.

/...

46. M. DLAMINI (Swaziland) indique que son gouvernement a mis en place un comité directeur national sur les questions féminines pour étudier la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et la ratifier. Le Comité est également responsable de la formulation d'une politique féminine nationale afin que les mécanismes appropriés soient finalement mis en place. Pour encourager la participation des femmes à la prise de décisions à un niveau élevé, le Comité directeur national s'efforce également de restructurer l'économie, en formulant notamment une stratégie nationale de développement à long terme dans l'esprit de la Conférence internationale sur la population et le développement. La législation nationale du Swaziland doit s'aligner sur les dispositions de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Par exemple, aux termes de l'article 16, les Etats parties doivent légiférer sur les questions affectant les familles, alors qu'au Swaziland de telles questions sont traditionnellement réglées au sein même de la famille, unité fondamentale de la société qui façonne les comportements des générations futures.

47. Il est indispensable que le Gouvernement swazi considère les femmes comme un élément central du développement et de la stabilité au niveau national. Non seulement les femmes représentent 53 % de la population totale et sont responsables du bien-être des générations futures, mais des statistiques récentes ont aussi mis en évidence un nombre appréciable de ménages ayant une femme à leur tête, les taux de divorce et de famille monoparentale ayant augmenté au Swaziland. Dans le cadre de la législation nationale, les enfants sont placés sous la garde de la mère en cas de divorce ou de séparation.

48. Le Swaziland fait de son mieux pour améliorer la condition de la femme et profiter de l'expérience d'autres pays. Il n'existe pas de discrimination pour postuler un emploi, et le Gouvernement s'emploie à nommer des femmes aux organes directeurs du pays, conformément à l'article 7 de la Convention. De nombreuses femmes swazies occupent des postes de rang élevé dans la fonction diplomatique, l'enseignement supérieur et le corps législatif.

49. Le Swaziland se félicite des contributions faites par les donateurs internationaux et par le PNUD, l'UNICEF et le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) en vue d'exécuter au Swaziland des projets consacrés aux femmes. Le Gouvernement lui-même a instauré plusieurs programmes d'assistance financière qui ont fait s'accroître visiblement la participation des femmes dans les milieux d'affaires. La plupart des petites et moyennes entreprises appartiennent à des femmes ou sont gérées par elles, et la création d'un fonds autorenouvelable permettra sans doute de développer cette tendance.

50. La santé et la sécurité des femmes sont des priorités majeures pour le Gouvernement swazi. La législation est régulièrement mise à jour pour protéger les victimes de viol et punir les coupables. Les femmes fonctionnaires ont droit à un congé de maternité payé de trois mois, alors que les autres salariées ont droit à un congé d'au moins un mois. Quatre-vingt-dix-sept pour cent des femmes bénéficient de consultations prénatales et la plupart des naissances ont lieu dans des cliniques. En coopération avec l'OMS et d'autres organisations, le Gouvernement compte lancer en 1995 une initiative prévoyant la maternité dans des conditions de sécurité totale.

/...

51. Le Swaziland a ratifié plusieurs instruments internationaux dont le contenu s'apparente à celui de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Le fait que le pays n'ait pas encore ratifié la Convention ne signifie pas qu'il ne prend pas des mesures positives en faveur des femmes, mais qu'il lui faudra résoudre un certain nombre de problèmes avant de pouvoir garantir l'application totale des dispositions de la Convention.

52. M. SYROGIANIS CAMARA [Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)] indique que les récentes réformes des programmes, structures et politiques de la FAO refléteront le rôle central que joue la femme rurale dans la réalisation des deux objectifs principaux de son organisation : la promotion de la sécurité alimentaire et la mise en oeuvre d'Action 21. En conséquence de cette restructuration, le service qui s'occupait des questions relatives au rôle de la femme dans la production agricole et le développement rural est devenu une division au sein du nouveau Département pour le développement durable. Ce nouveau département a pour mission de traiter des aspects sociaux, économiques, techniques et écologiques d'un développement durable, ainsi que de la coordination interne de différentes questions intersectorielles, notamment la participation de la femme au développement. La FAO a également revu son plan d'action relatif à la participation de la femme au développement, en ajustant les priorités pour la période allant de 1996 à 2001. Enfin, le Directeur général a souligné l'importance qu'il attache à la nécessité d'accroître la représentation des femmes occupant un poste de rang élevé à la FAO.

53. La FAO a pris une part active aux préparatifs de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, son objectif principal étant d'assurer que les besoins et intérêts des femmes rurales reçoivent l'attention qu'ils méritent tant aux niveaux national, régional et international que dans la Plate-forme d'action qui sera adoptée par la Conférence. Il faut promouvoir le développement des femmes rurales défavorisées. Leur rôle dans l'agriculture et dans la famille signifie qu'elles doivent être considérées comme des agents essentiels de la sécurité alimentaire, du développement durable, de la gestion des ressources naturelles et de la protection de l'environnement. La FAO a aidé le secrétariat de la Conférence à faire en sorte que ces questions soient incluses dans la Plate-forme d'action, de manière à souligner l'importance d'une approche globale et interdisciplinaire en faveur du développement durable. La FAO souhaite mettre l'accent sur l'importance d'Action 21 et sur le rôle des femmes dans la gestion de l'environnement et dans la production agricole, forestière et halieutique. Les objectifs stratégiques de la Plate-forme d'action doivent être axés sur le renforcement des capacités de production des femmes en leur donnant davantage accès à la terre, aux technologies modernes, aux services d'appui et aux circuits de commercialisation, ainsi qu'en tenant compte de leurs capacités naturelles propres.

54. En plus des activités liées à la Plate-forme d'action, les préparatifs de la FAO en vue de la Conférence de Beijing ont comporté une assistance directe aux Etats Membres pour qu'ils fassent état des intérêts des femmes rurales dans leurs rapports nationaux à la Conférence, une campagne de sensibilisation aux problèmes fondamentaux des femmes rurales, et l'accélération de la mise en oeuvre des Stratégies prospectives d'action de Nairobi et du plan d'action de la

/...

FAO relatif à l'intégration des femmes aux activités de développement. En ce qui concerne ce dernier point, l'action de la FAO est notamment axée sur un meilleur accès des femmes aux moyens de production, sur le renforcement au niveau national des mécanismes relatifs à la participation des femmes au développement et sur la collecte et la diffusion de données agricoles ventilées par sexe.

55. En collaboration avec l'Organisation internationale du Travail et la United States Agency for International Development (USAID), un programme novateur et interdisciplinaire d'analyse socio-économique par sexe a été mis au point, et on en fera l'expérimentation en 1995 comme programme de formation des formateurs au niveau régional.

56. Tout en saluant l'incorporation dans la Plate-forme d'action de questions relatives à la participation des femmes rurales à la gestion des ressources naturelles et à la protection de l'environnement, M. Syrogianis Camara propose d'inclure dans la Plate-forme d'action et au niveau national des politiques d'action plus concrètes et plus concises afin de faciliter les rôles particuliers des femmes dans ces domaines. Les femmes rurales sont au nombre des groupes les plus défavorisés de la population et M. Syrogianis Camara espère que la Conférence de Beijing tiendra compte de leurs besoins dans ses conclusions.

La séance est levée à 12 h 40.